

"Les Français vont crier... eh bien, et après ?"

| 13.11.10 | 13h29 • Mis à jour le 13.11.10 | 13h29

Comme l'Histoire, la petite histoire monétaire a ses grands hommes. Et il se trouve que ce sont parfois les mêmes. Deux jours avant que Nicolas Sarkozy se rende à Colombey-les-deux-Eglises pour célébrer le 40^e anniversaire de la disparition du général de Gaulle, le président de la Banque mondiale avait lui aussi honoré à sa manière la mémoire de l'homme du 18-Juin.

Dans une tribune publiée dans le *Financial Times*, Robert Zoellick a expliqué qu'un nouveau système monétaire "devrait envisager d'employer l'or comme un point de référence international".

Refonte du système monétaire international, retour à l'étalon-or : on avait déjà entendu cette chanson, il y a un peu plus de quarante-cinq ans, le 4 février 1965 pour être très précis, lors d'une conférence de presse, restée célèbre, de De Gaulle. On se permettra d'en citer un long extrait. Pas seulement pour souligner la modernité troublante de la pensée du Général mais aussi pour prendre la mesure de son talent d'orateur et goûter aussi la beauté de la langue.

"La France préconise que le système soit changé (...). Etant donné la secousse universelle qu'une crise survenant dans ce domaine entraînerait probablement, nous avons en effet toutes raisons de souhaiter que soient pris, à temps, les moyens de l'éviter. Nous tenons donc pour nécessaire que les échanges internationaux s'établissent, comme c'était le cas avant les grands malheurs du monde, sur une base monétaire indiscutable et qui ne porte la marque d'aucun pays en particulier."

Quelle base ? En vérité, on ne voit pas qu'à cet égard il puisse y avoir de critère, d'étalon, autres que le l'or. Eh ! oui, l'or qui ne change pas de nature, qui se met, indifféremment, en barres, en lingots ou en pièces, qui n'a pas de nationalité, qui est tenu, éternellement et universellement, comme la valeur inaltérable et fiduciaire par excellence."

Derrière ce discours, un homme : Jacques Rueff, "l'homme de l'étalon-or", dont l'essayiste Philippe Simonnot affirme, dans *Le Jour où la France sortira de l'euro* (éditions Michalon, 190 p., 17 euros), qu'il a été le plus grand économiste français du XX^e siècle. Rueff a d'autant plus facilement modelé la vision monétaire de De Gaulle que celui-ci était tout disposé à défendre un projet qui contestait l'hyperpuissance américaine et "le privilège exorbitant" des Etats-Unis de pouvoir financer "leurs déficits sans pleurs". Rueff - et de Gaulle - jugeait que l'étalon-or, considéré comme "une relique barbare" par Keynes, était au contraire le meilleur et le seul moyen d'éviter les manipulations politiques de la monnaie et d'empêcher les Etats de céder "aux délices trompeurs de la création monétaire", à la Greenspan ou à la Bernanke.

Rueff était - et pas seulement en matière d'organisation monétaire - un anti-keynésien résolu. Dans une longue tribune publiée dans *Le Monde* en février 1976 et titrée "La fin de l'ère keynésienne", il explique que "la pharmacopée keynésienne (...) est en train de détruire sous nos yeux ce qui subsiste de la civilisation de l'Occident".

Rueff est un libéral convaincu - "Je me déclare simplement libéral, c'est-à-dire je pense que c'est au mécanisme des prix qu'il faut demander le maintien de l'équilibre économique" - mais un libéral tourmenté. "A vous tous, je viens avouer mon péché, qui est d'être resté libéral dans un monde qui cessait de l'être." Un libéral à la française qui, contrairement à ses homologues anglo-saxons Hayek ou von Mises, considère que l'intervention de l'Etat est parfois nécessaire pour corriger les équilibres instables et imparfaits du marché. Un libéral un peu perdu au milieu des "planistes" et à qui de Gaulle, va confier, en 1958, lorsqu'il revient au pouvoir, le soin d'élaborer un vaste plan économique pour "remettre la République en place". Objectif : corriger les déséquilibres budgétaires (le pays est en déficit depuis 1931 !) et des comptes extérieurs, consolider la monnaie et préparer la France à l'ouverture commerciale en restaurant sa compétitivité.

Du plan Rueff, la mémoire collective a surtout retenu la création du nouveau franc. Mais il est surtout composé d'une importante dévaluation, de libération des prix, de suppression des indexations, de réduction des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation, de disparition de nombreuses niches fiscales. Autant dire qu'il suscite l'hostilité quasi générale. De l'ensemble des partis politiques, de nombreux hauts fonctionnaires et ministres - dont Antoine Pinay, aux finances -, du gouverneur de la Banque de France, Wilfrid Baumgartner, du patronat, des syndicats ouvriers et paysans, des militaires. De la presse (*Le Monde* compris), à l'exception notable de Raymond Aron dans *Le Figaro*. Au conseiller Roger Goetze, qui évoque le risque d'impopularité des mesures, de Gaulle rétorque : "Les Français vont crier... eh bien, monsieur Goetze, et après ?"

De Gaulle passe donc outre, séduit par la personnalité de Rueff, "théoricien consommé, praticien éprouvé" et par ce qu'il y a "de cohérent et d'ardent, en même temps que d'audacieux et d'ambitieux" dans son plan.

Qui connaîtra rapidement un succès inespéré : retour aux excédents pour le budget et la balance courante, baisse de

l'inflation, bond du pouvoir d'achat, hausse des exportations, réduction de la dette publique, forte augmentation des réserves monétaires, etc.

Le dimanche 28 décembre 1958, à 20 heures, de Gaulle avait, à la radio et à la télévision, présenté ainsi aux Français le plan Rueff : *"J'ai décidé de remettre nos affaires en ordre réellement et profondément. Notre pays va se trouver à l'épreuve, mais le rétablissement visé est tel qu'il peut nous payer de tout. Sans cet effort et ces sacrifices, nous resterions un pays à la traîne, oscillant perpétuellement entre le drame et la médiocrité."* C'était il y a plus de cinquante ans, cela pourrait - devrait ? - être aujourd'hui.

Courriel :

delhommais@lemonde.fr

Pierre-Antoine Delhommais

Article paru dans l'édition du 14.11.10
